



 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE	Direction des Politiques Economique et Internationale Service de la production et des marchés Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales 3, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS ☎ : 01.49.55.58 49 ou 01.49.55.43.78 📠 : 01 49 .55 45 46	CIRCULAIRE DPEI/SPM/C2001-4038 Date : 03 JUILLET 2001
--	---	--

Date de mise en application : immédiate

Avenant à la circulaire DPEI/SPM/C2000-4047

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Avenant à la circulaire DPEI/SPM/C2000-4047 du 17 novembre 2000 fixant les critères d'attribution des aides de l'Etat et du FEOGA-Garantie (développement rural) pour les fruits et légumes frais ou transformés, les pommes de terre et l'horticulture ornementale pour la période 2000/2006, relatif à un complément de Prime d'orientation agricole (POA) mis en place par l'Oniflhor en faveur de certains investissements dans le secteur de la transformation des fruits

Bases juridiques et textes de référence :

- Règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).
- Plan de développement rural national (PDRN) français approuvé par la Commission européenne le 7 septembre 2000 pour la période 2000-2006.
- Décret n°78/806 du 1^{er} août 1978 modifié relatif à la prime d'orientation pour les entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires.
- Arrêté interministériel du 22 avril 1996 portant modalités d'application du décret n°78/806 du 1^{er} août 1978 modifié relatif à la prime d'orientation pour les entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires.
- Circulaire DPEI/SDSI/C2001-4010 du 9 mars 2001 relative aux procédures d'instruction des demandes d'attribution des Primes d'orientation agricole (POA) et des subventions du FEOGA-Garantie (FEOGA-G) relatives à des opérations de création, d'extension, de regroupement ou de modernisation des entreprises de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires.

Résumé : La présente circulaire complète la circulaire susvisée d'un titre V supplémentaire fixant les modalités d'attribution par l'Oniflhor d'un complément de POA en faveur de certains investissements réalisés dans le secteur de la transformation des fruits.

Mots-clés : transformation fruits – complément POA-FEOGA

Plan de Diffusion	
Pour exécution : M. le Président du Comité spécialisé n°6 M. le Directeur de l'Oniflhor M. le DPEI Mmes et MM les Préfets de région Mmes et MM les Préfets de départements MM. les DRAF Mmes et MM les DDAF	Pour information : DGA - DGAL - DAF - Le Président du COPERCI La Fédération nationale des producteurs de fruits La Fédération nationale des producteurs de légumes La Fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières La Fédération française de la coopération fruitière, légumière et horticole La Fédération française des coopératives de conservation La Fédération française des industries d'aliments conservés L'Association interprofessionnelle des fruits et légumes Association nationale interprofessionnelle des fruits et légumes transformés L'association nationale des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes Les Comités économiques fruits et légumes Le Comité national interprofessionnel de la pomme de terre Le Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation La Fédération française des opérateurs commerciaux pomme de terre, ail, oignon, échalote Natexis Banque de développement des PME Caisse nationale de crédit agricole Banque nationale de Paris Banque populaire Crédit lyonnais Crédit mutuel Unigrains

La présente circulaire complète la circulaire DPEI/SPM/C2000-4047 du 17 novembre 2000 d'un titre V supplémentaire fixant les modalités d'attribution par l'Oniflhor du complément de POA en faveur de certains investissements réalisés dans le secteur de la transformation des fruits (pommes et pêches prioritairement).

La circulaire susvisée est complétée comme suit :

"V Complément de Prime d'orientation agricole mis en place par l'Oniflhor

Pendant une période de 3 ans à compter de l'année 2001 est institué sur le budget de l'Oniflhor dans le cadre d'un plan national de restructuration de la filière arboricole une mesure de soutien aux investissements de transformation des fruits (pommes et pêches prioritairement).

1) Forme de l'aide

Cette aide est attribuée sous forme d'un complément à la prime d'orientation agricole (POA). L'intervention de l'ONIFLHOR peut permettre de compléter les aides nationales et communautaires à l'investissement, c'est à dire, la POA et les autres aides nationales à l'investissement complétées le cas échéant de concours du FEOGA-Garantie au titre du Plan de développement rural national (PDRN) jusqu'à concurrence **d'un taux** de concours publics **maximal de 40%** de l'assiette retenue. Le niveau de l'intervention de l'ONIFLHOR est variable et dépend du caractère stratégique du projet pour la filière et du caractère incitatif des concours publics. Les investissements sélectionnés pour cette mesure doivent être stratégiques en terme de débouchés pour la production, être cohérents techniquement, pouvoir justifier d'approvisionnements et de débouchés assurés, être portés par une entreprise à la viabilité économique et financière avérée et entretenir un partenariat consolidé sur une base pluriannuelle avec son amont agricole. En outre, un soin particulier est porté à la cohérence géographique de l'outil industriel ainsi conforté par des concours publics à l'intérieur d'un bassin de production. Enfin, dans l'appréciation de l'éligibilité des demandes, il est tenu compte du nécessaire équilibre de la répartition géographique de l'activité transformation sur l'ensemble du territoire.

2) Mise en œuvre de la mesure

La mise en œuvre de cette mesure s'organise autour de deux instances :

- a) un comité stratégique qui définit les principes d'intervention,
- b) un comité des engagements qui examine les dossiers de demande présentés par les entreprises et propose pour chacun un avis sur la recevabilité de la demande ainsi que, le cas échéant, une assiette à retenir et un montant d'intervention.

Les décisions d'intervention sont de la compétence du directeur de l'ONIFLHOR.

a) Le Comité stratégique

Le Comité stratégique est composé des Pouvoirs Publics, des principales banques et établissements financiers engagés dans la filière et des représentants des professionnels tant production que transformation (FNSEA, CNJA, APCA, Confédération Paysanne, FNPF, FELCOOP, ANIFELT, FIAC, FNCC, AFIDEM, UNPJP, Sections nationales Pomme, Fruits d'été, Comités de Bassin, CTCPA).

Un représentant des directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt et un représentant des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt sont également conviés.

Le Comité Stratégique définit, en cohérence avec les dispositions de la circulaire DPEI/SDSI n°4010 du 9 mars 2001, les orientations, les objectifs généraux des interventions et les critères à prendre en compte (nature des projets, définition des critères de sélection des entreprises, formes et modalités des interventions, etc.) dans le respect des principes généraux définis ci-dessus.

Le comité stratégique est présidé par le directeur de l'ONIFLHOR.

b) Le comité des engagements

Ce comité, restreint pour garantir la confidentialité des projets, est composé de représentants des financeurs :

- MEFI (Direction du budget)
- MAP (DPEI : Service de la production et des marchés/Sous-direction des cultures et des produits végétaux/Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales et Service des stratégies agricoles et industrielles/Sous-direction des stratégies industrielles)
- ONIFLHOR (Division des interventions nationales)
- Le ou les préfets de région (DRAF), représentants de l'Etat auprès des comités de bassin concernés par les projets à l'ordre du jour.

Le comité des engagements examine les projets au regard des principes définis par le Comité stratégique et en s'attachant notamment aux points suivants :

- a) faisabilité technique
- b) intérêt du projet pour la filière
- c) crédibilité du montage financier du projet.

Si nécessaire, le comité des engagements recourt aux services d'experts financiers pour réaliser une analyse financière ou un audit des projets présentés. La réalisation de ces travaux peut donner lieu à une indemnisation forfaitaire de l'expert par l'ONIFLHOR suivant un barème préalablement approuvé. En tant que de besoin, des experts d'autres spécialités peuvent être conviés.

Le comité des engagements donne un avis sur chaque dossier et propose les éventuelles actions à mettre en œuvre et le montant de l'intervention éventuelle de l'ONIFLHOR. Le Comité des engagements peut choisir de ne retenir que certains volets d'un même dossier. Il propose un niveau d'intervention modulé selon l'intérêt du projet au regard des objectifs de la mesure.

Lorsqu'un dossier pose une question de fond, le comité des engagements sursoit à statuer afin de consulter le comité stratégique.

c) Attribution de l'aide

Après consultation du comité des engagements, le directeur de l'ONIFLHOR décide de la nature, du montant et des modalités de l'intervention de l'ONIFLHOR. Cette dernière donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'Office et le bénéficiaire. Les DRAF et les DDAF concernés sont avisés des décisions prises.

La décision de l'ONIFLHOR est prise avant réunion du Comité spécialisé n° 6 ou du Comité régional de programmation, mais ne devient définitive que sous réserve d'un avis favorable de ce dernier sur le projet présenté. La convention entre l'ONIFLHOR et le bénéficiaire n'est rédigée qu'après avis du Comité de programmation concerné par le volet FEOGA.

3) Circuit de transmission et examen des dossiers

Les dossiers servant de fondement à l'instruction des demandes de complément de POA sont les dossiers de demande de POA et FEOGA reconnus complets par le préfet du lieu de l'investissement présenté.

Les dossiers sont déposés et enregistrés à la préfecture du département, **DDAF**, en 10 exemplaires, comme mentionné au point V B 2 de la circulaire DPEI/SDSIC2001-4010 du 09 mars 2001, accompagné d'un exemplaire supplémentaire à destination de l'Oniflhor. La DDAF transmet les dossiers à la **DRAF** pour avis, à l'ONIFLHOR et à la DPEI.

Le DRAF examine le dossier et transmet à l'ONIFLHOR, dans un délai maximum de 2 mois, son avis qui intègre plus particulièrement l'impact de la réalisation du projet au niveau régional. Le DRAF est chargé de l'information des DDAF éventuellement concernées par la zone du projet, du comité de bassin ainsi que du DRAF, représentant de l'Etat auprès du comité : il s'assure d'une consultation garantissant la confidentialité du projet. Son avis intègre la position des DDAF concernées et du comité de bassin. La position de ce dernier doit, de surcroît, être jointe à l'avis du DRAF.

Les dossiers complets et conformes aux objectifs de la mesure sont examinés par le Comité des engagements. Aucun dossier ne peut être examiné s'il n'est pas accompagné de l'avis du DRAF (voir ci-dessus). Pour les programmes d'un montant supérieur ou égal à 10 millions de francs, le dossier doit être accompagné d'un rapport financier.

Le comité des engagements est réuni sur l'initiative du directeur de l'ONIFLHOR lorsqu'un nombre suffisant de dossiers est à examiner. Cependant, le délai entre le dépôt d'un dossier et son premier passage en comité des engagements ne peut excéder 4 mois. L'ordre du jour du comité des engagements est communiqué aux DRAF et DDAF concernés par un dossier relatif à une entreprise de leur ressort."

B Au titre **II Investissements éligibles**, de la circulaire susvisée, est ajouté le paragraphe suivant :

"En ce qui concerne l'horticulture ornementale, et compte tenu des spécificités de cette filière, conformément à la possibilité de dérogation mentionnée au point III C 3 de la circulaire DPEI/SDSIC2001-4010 du 09 mars 2001, le plafonnement du poste "génie civil" à 25% de l'assiette subventionnable calculée hors le génie civil ne s'applique pas aux programmes présentés relevant de ce secteur."

L'Adjointe au Directeur
Chef du Service de la Production et des marchés

Marie GUITTARD